

**Zeitschrift:** Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses

**Herausgeber:** Alliance de Sociétés Féminines Suisses

**Band:** 73 (1985)

**Heft:** [4]

**Artikel:** Pays-Bas : plus de femmes cadres

**Autor:** [s.n.]

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-277555>

#### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

#### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

#### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 14.01.2026

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## JOURNÉE INTERNATIONALE DES FEMMES A GENEVE 8 MARS, CIEL COUVERT

Pour marquer le 75e anniversaire de la Journée internationale de la Femme, il s'est fait à Genève un gros effort de mise au point et d'information sur la situation de la femme en 1985. Nous avons été écouter les rapports présentés à l'ONU et au Bureau International du Travail et comme exercice pratique sur le thème « Comment garder courage au milieu des obstacles et manifester sa solidarité », nous avons pris part pendant trois jours à la conférence « Les Femmes et la Paix ».



La calèche des Femmes pour la paix.

Un des orateurs de la présentation du BIT nous dit : « Peut-être que la femme est la dernière colonie de l'homme ! ». Exploitées, mal payées, comment en pratique obtenir la reconnaissance de notre égalité, alors que nous avons déjà les droits légaux pour l'exiger ? Dans le personnel du BIT, le nombre de femmes occupant des postes à responsabilité a diminué au cours des derniers dix ans ! A l'ONU, il a légèrement augmenté mais il n'atteint pas le chiffre que l'Organisation s'était elle-même fixé pour 1985. Un sentiment d'écoûrement nous prend à écouter cette suite de chiffres, car l'ONU se doit de donner l'exemple. Son secrétaire général a fait un geste pour le 8 mars : il a nommé à un grade élevé une femme dont l'unique responsabilité est de veiller à la promotion des femmes dans le personnel de l'ONU. Souhaitons-lui bonne chance !

Lucile Hanouz, de la Confédération Romande du Travail, nous parle de la situation difficile des employées enceintes, des cas nombreux où le patron ne verse pas le salaire pendant le congé de maternité.

### TRAVAILLEUSES PENALISÉES

Elle note une sorte de pénalisation, dans la mentalité suisse, de la femme qui travaille. Selon le droit matrimonial actuel, le mari peut toujours interdire à sa femme de travailler si ce travail nuit à l'union conjugale, comme l'a réaffirmé

un tribunal en août 1984 ! Passant à l'oppression systématique des travailleuses noires en Afrique du Sud, nous nous rendons compte une fois de plus que s'indigner ne suffit pas : nous ne pourrons pas progresser ici tant qu'il y aura de telles injustices dans un monde de plus en plus petit.

C'était aussi l'un des thèmes discutés par l'un des groupes de travail de la conférence « Les femmes et la paix » qui a réuni plus de 80 femmes. Ces groupes de travail ont présenté des recommandations pour la conférence de Nairobi, groupées selon les thèmes suivants : zones dénucléarisées, interdiction des essais nucléaires, racisme et paix, paix et environnement, développement et paix, éducation pour la paix. Un projet de centre international de la paix pour les femmes est en train de voir le jour. Pour plusieurs des participantes, l'expérience d'une matinée passée à écouter les présentations de la Conférence du Désarmement était nouvelle : exaspération devant l'inaction de ce groupe de spécialistes formant le seul forum international où se négocient les traités de désarmement. Une partie des participantes s'est refusée à accepter toute discussion avec des représentants du sexe masculin. Comment concilient-elles cette forme de sexism avec leur recherche de paix !

### CONTRE LE NUCLEAIRE

Par leur expérience personnelle, plusieurs femmes venues du Pacifique nous font comprendre que cette région est en proie à une destruction nucléaire organisée : tests, dumping de déchets, concentration d'engins... Le succès des mouvements de paix de Nouvelle-Zélande qui ont modifié la position de leur gouvernement et ont fait de ce pays une zone dénucléarisée est commenté avec enthousiasme et les participantes s'engagent à acheter néo-zélandais pour contrecarrer le boycott dont le pays est l'objet. Trois mères de disparus du Salvador racontent leur drame et demandent le soutien des femmes à la défense des droits de l'homme.

Le bilan le plus immédiat de cette réunion sont les liens qui se créent et se renforcent, cette solidarité essentielle. Pour l'illustrer, une très jolie image : celle de la calèche des Femmes pour la paix de Lausanne qui, avec deux cochères efficaces, ont présenté aux Nations Unies plus de 30 000 cartes avec un message urgent de paix, écrites par des femmes du monde entier.

Odile Gordon-Lennox

## ALLEMAGNE : POLITICIENNES NOIR SUR BLANC

Malgré 66 ans de droits politiques, il n'y a toujours guère que 10 % de femmes au Parlement. Elles sont d'autant moins « visibles » qu'elles suivent généralement les mots d'ordre de leur parti. Pour une fois, elles ont voulu se manifester.

Édités par une femme\*, trois volumes viennent de paraître, consacrés chacun aux politiciennes de trois grands partis (y en aura-t-il un quatrième pour les « vertes » ?) Les titres sous lesquels ils paraissent sont déjà significatifs :

- « Sur le chemin de la participation dans l'égalité » (chrétien-démocrates)
- « Se libérer pour libérer les autres » (parti libéral)
- « Faut-il louer le rossignol parce qu'il chante ? » (parti socialiste)

Chaque volume débute par un historique, avec l'éloge des pionnières du XIXe siècle et des biographies des parlementaires-femmes au temps de la République de Weimar et de l'après-guerre, mais la documentation n'est que fragmentaire. La partie principale de chaque volume est constituée par la présentation que les parlementaires actuelles font de leur carrière, de leurs aspirations, de leur profession de foi en tant que chrétiennes, libérales ou socialistes, mais plus encore des obstacles qu'elles ont rencontrés en tant que femmes. Toutefois, selon la recension de Kathrin Meier-Rost (Nouvelle Gazette de Zurich 31.1.85), il semble bien que, pour ces professionnelles de la politique, l'appartenance au parti l'emporte sur l'appartenance au sexe féminin. — (pbs)

\* Seewald Verlag, Stuttgart.

## PAYS-BAS : PLUS DE FEMMES CADRES

D'après une étude de l'université Erasme de Rotterdam, on peut estimer actuellement à 10 % la proportion des femmes cadres, mais ce taux devrait s'élargir, l'égalité des chances étant maintenant reconnue par la loi et les projections démographiques faisant envisager qu'on puisse manquer un jour d'hommes pour l'encadrement.

Selon une autre étude faite en 1981, il n'y avait alors que 5 % de femmes cadres aux Pays-Bas, contre 13 % en Suisse et au Portugal, 10 % en Belgique, 9 % en France, Allemagne et Italie, 8 % en Grande-Bretagne, 6 % en Espagne.

(Source : Argus Manpower)